



Signataires : Marc Saudan, Jacques Jeannerat, Masha Alimi, Alexandre Grünig, Jean-Louis Fazio, Raphaël Dunand, Frédéric Saenger, Francisco Taboada, Gabriela Sonderegger, Stefan Balaban, Nicole Valiquer Grecuccio, Jean-Charles Rielle

Date de dépôt : 15 mai 2026

Proposition de motion

pour une exonération ou un remboursement exceptionnel de la taxe de promotion du tourisme en faveur des commerçants de la rue de Carouge lourdement impactés par les travaux

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- les travaux d'ampleur menés depuis de nombreux mois sur la rue de Carouge ;
- les conséquences dramatiques de ces travaux sur les commerces du secteur, notamment la baisse importante de fréquentation, les difficultés d'accès, les perturbations constantes des livraisons et la dégradation générale des conditions d'exploitation ;
- les témoignages alarmants de nombreux commerçants faisant état de pertes substantielles de chiffre d'affaires et, pour certains, d'une menace réelle sur la survie même de leur activité ;
- le fait que ces commerçants subissent une situation qu'ils n'ont ni provoquée ni choisie ;
- le caractère particulièrement choquant et méprisant de l'envoi, en pleine période de difficultés économiques, des factures relatives à la taxe de promotion du tourisme ;
- qu'il est incompréhensible d'exiger le paiement d'une taxe destinée à promouvoir l'attractivité économique et touristique alors même que les autorités publiques rendent l'accès à ces commerces extrêmement difficile,

invite le Conseil d'Etat

- à suspendre immédiatement la perception de la taxe de promotion du tourisme pour l'ensemble des commerçants directement impactés par les travaux de la rue de Carouge ;
- à rembourser intégralement les montants déjà facturés ou perçus durant la période des travaux ;
- à mettre en place une procédure simple, rapide et non bureaucratique permettant aux commerçants concernés d'obtenir ce remboursement.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les commerçants de la rue de Carouge vivent depuis de nombreux mois une situation devenue intenable.

Les travaux entrepris dans ce secteur, bien qu'ils puissent répondre à des objectifs d'aménagement légitimes, ont plongé nombre de commerces dans une profonde détresse économique. Accès compliqués, circulation perturbée, nuisances permanentes, disparition temporaire de stationnements, difficultés de livraison et baisse drastique du passage piétonnier ont entraîné des pertes importantes de chiffre d'affaires.

Dans ce contexte déjà extrêmement difficile, l'envoi par les autorités des factures relatives à la taxe de promotion du tourisme a été vécu par de nombreux commerçants comme une véritable provocation.

Cette situation est d'autant plus incompréhensible que cette taxe est précisément destinée à promouvoir l'attractivité économique et commerciale du canton. Or, les commerçants concernés subissent aujourd'hui l'effet inverse : leur visibilité diminue, leur accessibilité se détériore et leur activité est directement pénalisée par des travaux publics qu'ils supportent seuls.

Demander à ces entreprises de continuer à financer une politique de promotion alors qu'elles luttent simplement pour survivre relève d'un manque manifeste de considération envers les indépendants, les PME et les emplois locaux.

Le rôle de l'Etat ne peut pas consister à fragiliser davantage ceux qui subissent déjà les conséquences économiques de décisions publiques. Une mesure de bon sens, d'équité et de responsabilité impose donc la suspension immédiate de cette taxe ainsi que le remboursement des montants déjà perçus pendant la durée des travaux.

Au-delà du cas de la rue de Carouge, cette situation met également en lumière la nécessité de prévoir des mécanismes automatiques de compensation pour les commerces touchés durablement par de grands chantiers publics.

Cette motion vise ainsi à envoyer un signal clair : les commerçants genevois ne doivent pas être les victimes collatérales des politiques d'aménagement du territoire menées par les collectivités publiques.